



# DÉCLARATION LIMINAIRE

## Comité Technique de Réseau Service du Commissariat des Armées (CTR/SCA)

Monsieur le Directeur,  
Mesdames, Messieurs,

Ce CTR est le dernier tenu par le SCA, dans sa configuration d'origine : la logique voudrait donc que ce débat d'aujourd'hui se cantonne au fonctionnement actuel.

Cependant, depuis le 15 octobre, la donne a changé avec l'annonce des restructurations et la disparition de la chaîne CPCS en charge des groupements de soutien de base de Défense.

**Force Ouvrière** a combattu et dénoncé des restructurations aveugles, tantôt guidées par des volontés d'externalisation ou des intérêts locaux mais qui ne répondent en rien à un vrai projet nécessaire au ministère de la Défense.

Voilà maintenant 7 ans que durent des réflexions qui auraient dues aboutir à nous présenter la future armée française avec une cible 2019 nous permettant de savoir où l'on va.

Le résultat des courses, une annonce de restructurations 2015, purement comptable, sans aucun projet, avec uniquement quelques chiffres alors qu'il manque l'essentiel à travers des rationalisations sur lesquelles le ministre n'a pas été capable de donner des chiffres.

On peut sincèrement se demander s'il existe ne serait-ce qu'un brouillon de projet dans les cartons.

Cette absence de vision conduit à créer, chez les personnels civils un climat plus qu'anxiogène car comment demander à des agents de s'investir ou d'être mobiles lorsque la pérennité d'un poste ne dépasse pas 12 mois.

**Pour Force Ouvrière**, le combat se porte donc maintenant sur l'accompagnement des personnels à travers le projet que nous avons présenté au ministre et qu'il a lui-même baptisé rééquilibrage des effectifs militaires et civils.

**Nous revendiquons**, en effet, qu'au sein de la chaîne SCA, les personnels civils restructurés ne soient appelés à une mobilité que s'il n'existe aucun poste administratif ou technique tenu par un personnel militaire, qui ne pourrait leur être confié.

De manière plus spécifique, **Force Ouvrière** vous demande de nous éclairer sur les points suivants :

- Rationalisation des organismes du SCA ;
- Nouveaux périmètres de compétence des GSBDD ;
- Répartition des rôles entre ELOCA Marine et GSBDD (à travers le Service Soutien Vie).

Dans l'immédiat, **Force Ouvrière** demande une action spécifique sur le SLC de Lyon afin que le ministère de l'Intérieur propose d'accueillir les agents qui exercent cette mission.

Au titre des mesures « ponctuelles », **Force Ouvrière** demande la tenue rapide d'un CT dans toutes les BDD sur les sujets impactant les salariés au regard des annonces.

Nous demandons également la création d'une cellule permanente concernant les restructurations, la mise à jour de la BNE avec tous les postes vacants, une cartographie des bassins d'emplois en sous-effectifs avec mise à jour, maintien des transports pour faciliter la mobilité volontaire des agents.

Enfin, **Force Ouvrière** demande un point de situation sur le transfert des agents des régions vers le SID, les fiches de postes proposées (avec demande de signature, très, très rapide) ne correspondant pas toutes aux activités actuelles des agents.

Je vous remercie pour votre attention.

Paris, le 22 octobre 2011



# COMPTE RENDU

## Comité Technique de Réseau Service du Commissariat des Armées (CTR/SCA)

Ce Comité Technique du SCA est le dernier tenu dans la configuration historique (2011-2014). Cependant, **Force Ouvrière** n'a pu faire l'économie d'aborder la nouvelle dimension de ce service qui a intégré les personnels des GSBdD hors régies infra de la chaîne CPCS au 01.09.2014 passant ainsi de 4 500 à 27 000 personnels environ.

Sous la présidence du Directeur Central du SCA, le Général Coffin, la séance a débuté à 15h00.

**L'ordre du jour** a débuté avec le point principal pour Force Ouvrière : la campagne de transformation 2015.

### LA CAMPAGNE DE TRANSFORMATION

La nouvelle architecture du SCA sera articulée sur trois axes :

#### A) Les mesures de réorganisation

- finalisation de la réorganisation de la chaîne logistique en régie rationalisée optimisée (RRO).
- la fermeture d'ici 2018 de l'ELOCA de Portes-Lès-Valence,
- la modification très profonde de l'ELOCA de Mourmelon, cet établissement devant passer à 20 voire 30 personnels d'ici 2018/2019, ses missions restreintes seront le stockage du matériel et la MCO, cet établissement devant pouvoir le cas échéant remonter en puissance.
- la disparition des stockages habillement des ELOCA de Brest et Toulon, d'ici 2019.
- fermeture du SLC de Lyon due à la récupération par le ministère de l'intérieur des dossiers de contentieux de la Gendarmerie.

**Force Ouvrière** a demandé que le Ministère de l'Intérieur puisse envisager de prendre les agents qui souhaiteraient suivre la mission.

Le DCSCA a exprimé la logique retenue pour les établissements du SCA qui se résume à un établissement une mission, ainsi pour :

- Châtres, le projet essentiel est de traiter à distance l'Habillement des Armées en GAO (gestion par ordinateur) ce sera l'unique organisme de distribution.
- Roanne, la MCO des matériels du Commissariat «il y aura toujours du matériel SCA».
- Angers, les rations de combat «cet établissement est rentable».
- Brétigny et Marseille, deux établissements de stockage « il s'agit de deux établissements au cœur de la logistique opérationnelle avec Marseille en Zone de Redéploiement Avancé», lieu stratégique.  
Brétigny soutenait, lui, Paris.

#### B) Adaptation du stationnement

Concrètement, les services en charge de l'administration générale et du soutien seront adaptés aux effectifs soutenus. Ce qui implique, que là où il y aura peu d'effectifs à soutenir, les services seront rapatriés sur la portion centrale.

Cela peut se résumer, **pour Force Ouvrière** par :  
*Un gros service vaut mieux que plusieurs petits.*

C'est la logique du ministère qui va vers une concentration des établissements sans le dire franchement.

## C) Réorganisation des GSBDD

C'est la baisse de 20 % dans le soutien qui s'applique.

A travers ces trois axes, c'est le rasoir à trois lames qui s'applique sur les personnels déjà irrités par l'absence de lubrifiant.

### LE SCHEMA DE LA REDUCTION 2015

Moins 1364 ETP (Equivalent Temps Plein)



#### Par domaines :

- Rationalisations : 620 soit 45 %
- Déclinaison du PSA : 516 soit 38 %
- Dissolutions : 118 soit 9 %
- Outre-mer/Étranger : 110 soit 8 %

#### Par populations :

- Postes civils : 250 soit 18 % (+ 18 cat A, + 84 cat B, - 34 cat C, - 318 OE)
- Postes militaires : 1114 soit 82 % (- 147 Off, - 527 Soff, - 440 Mdr)

#### Par périmètres :

- Historique : 58 soit 4,6 %
- GSBdD : 1202 soit 95,4 %

PSA : Plan de Stationnement.

Au titre de la rationalisation, les chefs GSBDD feront des propositions sur l'identification des postes (filière – niveau – métiers) à faire figurer dans les REO.

Propositions qui devront être envoyées pour fin novembre.

Pour 2016, la déflation prendra en compte la montée en charge du nouveau modèle de GSBDD (ESCA certainement dans leur nouvelles appellations = établissement du SCA), la politique du SCA sera de privilégier les GSBdD sur des emprises à forte concentration de force, ce qui impliquera de réduire les effectifs sur certains périmètres soit de les mettre ailleurs.

Le nouveau modèle du SCA se fera avec la mise en lien des départs naturels et pour le futur un suivi au niveau de la Direction Centrale des AMR (Antenne Mobilité Reclassement) car les déflations futures sur 27 000 personnels seront en volume beaucoup plus importantes que celles subies au sein du SCA historique.

La DCSCA, pour faire face à ses nouvelles missions a créé une sous-direction en charge de la RH infra, SSI, PRMG avec, à sa tête, un officier général.

## Autres points de l'ordre du jour :

### ➤ Point sur les antennes CACIC

Rien n'est encore décidé cependant, le rapport du CMACF (Comité de Contrôle Ministériel d'Audit Comptable et Financière) d'il y a 2 ans est très critiqué à notre égard, puisque selon lui nous sommes mal organisés et trop nombreux. D'où la nécessité de réorganiser les antennes du CACIC dans le sens même de la réduction des effectifs.

Donc aujourd'hui, seul à terme, resterait la tête de chaîne de Rambouillet renforcée afin de produire le maximum d'audit de contrôle et de comptabilité. La suppression des antennes du CACIC actuel entraîneraient l'intégration de la plupart des agents au sein des PFAF pour continuer à exercer les contrôles mais sous le pilotage de Rambouillet.

### ➤ Point sur les ELOCA Portuaires

Indépendamment de la perte du stockage habillement. Il est probable que l'on se redirige vers une fusion avec le SSV (Service Soutien Vivre) du port, sous le pilotage du CERIA. La problématique provenant purement de la gestion des stocks qui est gérée sous la responsabilité des personnels de la restauration. Et qui viennent ainsi obérer la problématique opérationnelle. Soit qu'il y a deux patrons pour le même stock d'où la grande difficulté de gestion. L'orientation est celle de regrouper sous le patronage du chef SSV.

**FO** exprime sa crainte quant au fait de revoir naître un SVR (Service Vivre et Restauration).

Le DCSCA a répondu que sans argent, on n'a pas le choix.

### ➤ Point sur les effectifs

Pas de surprise également : le SCA historique est majoritairement civil et les GSBDD l'inverse.

Cependant, il est déploré que dans le SCA historique le nombre élevé de postes vacant (environ 900).

A ce titre, **Force Ouvrière** soulève la problématique de la formation et du changement de corps (de C en B et de B en A) avec un manque total d'accompagnement tant en formation qu'en management. Ce qui a pour effet de façon systématique de la part du nouvel employeur à ne

pas vouloir effectuer les formations parfois lourdes au bénéfice des agents. Formations pourtant bien nécessaire à l'ensemble des parties.

Le directeur est très préoccupé par cette situation et cherche des solutions pour attirer les personnels sur ces postes.

**Force Ouvrière** lance le débat sur un projet qui consisterait à dynamiser ces postes à responsabilité (niveau A et B) les priorisant :

- soit à un avancement futur.
- soit au travers d'attribution des primes.

Sachant que peu de personnels connaissent le nouveau SCA. Ce qui semble être normal puisqu'il vient d'être créé. Mais pour autant qu'il faut absolument se pencher sur cette dynamique de recrutement sinon nous aurons le même constat dans 2 voire 3 ans.

La politique de recrutement : Si l'on veut «civilianiser» significativement le nouveau SCA, il faut se poser la question suivante :

**Quels sont les moyens que nous pourrions mettre en oeuvre ?**

- 1) Le repyramidage (c'est semble-t-il du domaine de l'utopie)
- 2) L'embauche (cela n'est pas d'actualité. Malgré la centaine de postes programmé au sein du ministère de la défense)
- 3) Passage par la 41.39.2 (elle reste imprécise mais demeure la moins utopique des solutions)

Pour une civilianisation correcte, nous avons un manque de visibilité sur l'ensemble des procédés.

La civilianisation n'est pas simplement un mot mais une culture, un processus et des dispositifs une méthode particulière dont aujourd'hui nous n'avons pas les aboutissants. Et si l'on pense idéologie cela ne pourra pas fonctionner.

**Force Ouvrière** soulève la problématique des IDV qui aujourd'hui sont remis en cause par le Pôle Emploi. Il semblerait que la convention entre les deux ministères ne soit plus d'actualité ce qui changerait le contrat avec l'agent...

Le Directeur s'engage à vérifier et à nous répondre lors des prochaines bilatérales.

## ➤ Elections Comité Technique de réseau

90 sections de vote et 5 listes présentées. La vérification du corps électoral est en cours pour un affichage le 04/11/2014. L'impression des bulletins de vote est effectuée par l'EDIACA et la diffusion prévue le 27/11/2014.

## ➤ La formation :

Au 01/10/2014, le SCA a financé 825 actions de formation métier au profit de 656 agents et la DRH/MD a par ailleurs financé 750 formations au profit de 540 agents. **Pour 2015**, il est prévu la réorganisation du réseau de formation métier du SCA car l'estimation du besoin est fixée à 5 000 demandes de formation métier pour un coût de 1,5 million d'euros. Le développement de la formation à distance est notamment prévu dans les domaines des achats, des finances, de la comptabilité ou des droits financiers individuels.

## ➤ **Conclusion**

Un Comité Technique de Réseau de transition qui ne présage rien de bon dans la mesure où le soutien subira la politique néfaste de réduction des unités et des emprises prévue sur la période 2015/2019 par le Ministre de la Défense. Qu'il s'agisse de la MAP (Modernisation de l'Action Publique) ou précédemment de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), force est de constater que la règle reste la même : ***faire toujours plus avec moins de personnels et moins de moyens.***

Paris, le 27 Octobre 2014



web